

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 12 JUILLET 1928.

Projet de loi assurant à titre transitoire de nouveaux avantages aux titulaires de pensions à charge du Trésor public et des Caisses de Prévoyance ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION DES FINANCES, DES BUDGETS
ET DES ÉCONOMIES ⁽²⁾, PAR M. DAVID.

MESSIEURS,

De tous les créanciers de l'État, les pensionnés sont ceux qu'il faut le moins faire attendre, parce que leurs ressources sont réellement insuffisantes.

Tel est l'avis du Gouvernement et tel est le motif pour lequel il a déposé le projet de loi dont la Commission des Finances est aujourd'hui saisie.

L'expérience des lois précédentes a démontré combien la confection et surtout l'exécution d'une loi de péréquation nécessitent de calculs et par conséquent de temps.

Est-il possible de déterminer très rapidement avec une approximation suffisante ce que pourraient toucher les retraités si leurs pensions étaient revisées sur la base des traitements consolidés et d'après la législation en vigueur?

Le Gouvernement pense avoir résolu le problème et c'est sous cet aspect qu'il faut considérer le projet actuel.

Si donc celui-ci est admis par le Parlement les intéressés toucheront, à partir du 1^{er} janvier 1928 et dans un délai très rapproché, à peu près l'équivalent de ce qu'ils recevraient dans un an ou deux si l'on devait procéder à une nouvelle péréquation de leurs pensions.

On peut, sans risquer de se tromper, prédire que les mesures proposées procureront à tous les retraités une sensible majoration sur les chiffres de leurs pensions actuelles. Si, par impossible, dans un cas tout à fait exceptionnel, le montant actuel des ressources d'un pensionné venait à être diminué, il appartiendrait au Gouvernement d'y porter remède par une disposition individuelle.

(1) Projet de loi, n° 243.

(2) La Commission est composée de MM. Hallet, *président*; Pussemier, *vice-président*; Carlier et David, *secrétaires*; Boddaert, Bologne, Brusselmans, Buyl, De Bruyne (Auguste), Debunne, Dejardin, de Liedekerke, de Wouters d'Oplinter, Drion, Golenvaux, Hoen, Kreglinger, Lepage, Merlot, Soudan, Van Ackere (F.) et Wauwermans.

D'après son intitulé le projet de loi revêt un caractère transitoire; cela n'implique pas que toutes les pensions devront encore être révisées dans l'avenir.

A cet égard il est à remarquer qu'il appartient à la législature de déterminer le régime des pensions et que, par le fait même, le Gouvernement ne peut préjuger avec quelque certitude de ce que sera le statut définitif.

Mais il est un fait qui est déjà acquis. Les agents qui ont connu les traitements consolidés, qui les ont perçus effectivement, sont, d'après le projet, placés provisoirement sur le même pied que les agents admis à la retraite avant l'attribution des dits traitements.

Pour les premiers, le projet de loi proclame le droit à une révision ultérieure; pour les seconds, il réserve la question.

Celle-ci sera résolue lors de l'établissement du statut définitif.

A cette occasion la Commission émet le vœu que le projet de statut définitif des pensions soit déposé devant le Parlement à brève échéance afin que la situation définitive des pensionnés soit réglée une fois pour toutes.

La loi du 17 mars 1928, d'après son texte même, ne restera en vigueur que jusqu'au 30 septembre de cette année.

En supposant le projet actuel voté avant les vacances et, quelque diligence que les services intéressés apportent à son application, il sera matériellement impossible de payer toutes les pensions à partir du 1^{er} octobre prochain d'après les taux nouveaux.

Il doit être entendu que les avantages accordés par la loi du 17 mars 1928 ne pourront être enlevés aux intéressés et que ceux-ci continueront à en bénéficier, à titre d'acompte sur les résultats de la révision.

Votre commission a estimé qu'il y a lieu de supprimer les mots : « sur les traitements consolidés », qui figurent à l'article 4, § 2, 7^e et 8^e lignes du projet, et elle dépose un amendement en conséquence,

Voici la justification de cet amendement :

Un arrêté royal du 1^{er} mai 1928 a substitué aux retenues établies par les statuts des caisses des veuves et orphelins un prélèvement unique de 6 p. c. Il en résulte que certains agents payent plus de retenues que sous le régime antérieur et que d'autres en payent moins. Les pensions des veuves de ces agents doivent en toute justice, être influencées par les différences des cotisations.

Tel que le texte proposé est rédigé, les retenues perçues depuis le 1^{er} janvier 1928 sur les traitements consolidés entreraient seules en compte pour la détermination de l'excès ou de l'insuffisance.

Mais il est hors de doute que le même régime doit être appliqué aux retenues fixées avant le 1^{er} janvier 1928, et non apurées à cette date en raison des délais de paiement accordés par les statuts de caisse de prévoyance.

Par la suppression des mots : « sur les traitements consolidés », toutes les retenues que les intéressés auraient dû verser à partir du 1^{er} janvier 1928, si les statuts des caisses de prévoyance n'avaient pas été modifiées, seront prises en considération pour l'établissement des pensions de veuves.

Un second changement doit être apporté au texte du projet de loi; il concerne le § 1^{er} de l'article 6.

Contrairement à ce que la loi du 21 décembre 1927 semble indiquer, les traitements des secrétaires communaux peuvent ne pas comporter de partie mobile. Certaines communes, se basant sur le § 3 de cette loi, ont, à partir

de 1928, stabilisé le traitement de leur secrétaire soit en supprimant la partie mobile après avoir relevé la partie fixe, soit en n'allouant de partie mobile qu'à compter d'un nombre-indice supérieur à 300.

Pour maintenir aux secrétaires communaux le même régime qu'aux autres bénéficiaires du présent projet de loi, il devient nécessaire, eu égard à la particularité dénoncée plus haut, d'exclure de la liquidation des pensions les traitements de 1928 et de les remplacer par le traitement de décembre 1927.

Pour l'année 1927, les communes ont été appelées, à ventiler les traitements qui ne comportaient pas de partie mobile. C'est cette ventilation qui sera prise en considération pour l'établissement des pensions.

Votre Commission a la conviction que le projet de loi donnera toute satisfaction aux intéressés; elle estime qu'il convient de l'adopter tel quel sans autre amendement que ceux qu'elle a déposés. Les retraités pourront ainsi bénéficier très rapidement des avantages qui leur sont réservés.

Le Rapporteur,
DAVID.

Le Président,
MAX HALLET.

Amendements de la Commission.

ART. 4.

Au § 2, supprimer les mots :
« sur la base des traitements consolidés ».

ART. 6.

Rédiger le § 1^{er} comme il suit :

« § 1^{er}. — Pour la liquidation des pensions à charge de la Caisse de prévoyance des secrétaires communaux, le traitement de complément de 50 % établi par la loi du 21 décembre 1927 est assimilé à une partie mobile et l'article 1^{er} de la loi du 17 mars 1928 est maintenu en vigueur jusqu'à l'établissement d'un régime définitif des pensions ».

Amendementen van de Commissie.

ART. 4.

In § 2, de woorden : « op grondslag van de geconsolideerde wedden » **weglaten.**

ART. 6.

§ 1 doen luiden als volgt :

« § 1. — Voor de vereffening der pensioenen ten bate van de Voorzorgskas der gemeentesecretarissen, wordt de bij de wet van 21 December 1927 vastgestelde aanvullende wedde van 50 t. h. met een veranderlijk gedeelte gelijkgesteld en het eerste artikel der wet van 17 Maart 1928 blijft in voege tot er een vaste regeling der pensioenen is verwezenlijkt ».

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 12 JULI 1928.

Wetsontwerp tot verleening, bij wijze van overgangsmaatregel, van nieuwe voordeelen aan de rechthebbenden op pensioenen ten laste van de Staatskas en van de Voorzorgskassen (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN, DE BEGROOTINGEN
EN DE BEZUINIGINGEN (2), UITGEBRACHT DOOR DEN HEER DAVID.

MIJNE HEEREN,

Van al de schuldeischers van den Staat zijn de gepensioneerden wel degenen die men het minst lang moet laten wachten, omdat hunne geldmiddelen werkelijk ontoereikend zijn.

Zoo oordeelt de Regeering er over, en dit is de reden van het indienen van het wetsontwerp dat aan de Commissie voor de Financiën onderworpen is.

De ondervinding van de vorige wetten heeft bewezen wat al berekeningen en wat al tijd vereischt worden voor het opmaken en vooral het uitvoeren van eene perequatiwet.

Is het mogelijk op zeer vlugge wijze te bepalen, met eene voldoende benadering, wat de gepensioneerden zouden kunnen trekken indien hunne pensioenen werden herzien op den grondslag van de geconsolideerde wedden en volgens de bestaande wetten?

De Regeering denkt het vraagstuk te hebben opgelost, en het is in dien zin dat men het onderhavig ontwerp moet onderzoeken.

Wordt dit dus door het Parlement aangenomen, dan zullen de belanghebbers van af 1 Januari 1928 en binnen kort, ongeveer hetzelfde trekken als wat zij zouden bekomen binnen een of twee jaar, indien men moest overgaan tot eene nieuwe perequatie van hunne pensioenen.

Zonder vrees zich te vergissen mag men voorspellen dat de voorgestelde maatregelen aan al de gepensioneerden eene merkelijke verhooging op de cijfers van hunne tegenwoordige pensioenen zal verschaffen. Indien, wat bijna niet te

(1) Wetsontwerp, n° 243.

(2) De Commissie bestond uit de heeren : Hallet, *voorzitter*; Pussemier, *ondervoorzitter*; Carlier en David, *secretarissen*; Roddaert, Bologne, Brusselmans, Buyl, De Bruyne (August), Deburne, Dejardin, de Liedekerke, de Wouters d'Oplinter, Drion, Golenvaux, Hoen, Kreglinger, Lepage, Merlot, Soudan, Van Ackere (F.) en Wanwermans.

denken is, in een volstrekt uitzonderlijk geval, het tegenwoordig bedrag van het inkomen van een gepensioneerde zou verminderd worden, dan zou de Regeering daarin moeten voorzien door eene individueele schikking.

Volgens den titel is het wetsontwerp een overgangsmaatregel; dit wil niet zeggen dat al de pensioenen nog zullen moeten herzien worden in de toekomst.

Men gelieve te dien opzichte op te merken, dat het tot de bevoegdheid van de Wetgeving behoort het regime der pensioenen te bepalen en dat de Regeering uit dien hoofde niet met zekerheid vooruit kan bepalen welk definitief statuut zal aangenomen worden.

Er is echter een feit dat reeds vaststaat. De ambtenaren die de geconsolideerde wedden hebben gekend en ze werkelijk ontvingen, worden volgens het ontwerp, voorloopig op denzelfden voet gesteld als de ambtenaren die gepensionneerd werden vóór de verleening van bedoelde wedden.

Aan de eersten verleent het wetsontwerp het recht op eene latere herziening; voor de anderen wordt de quaestie voorbehouden. Zij zal voor hen opgelost worden bij de vaststelling van het definitief statuut.

Te dier gelegenheid drukt de Commissie den wensch uit, dat het ontwerp betreffende het definitief statuut der pensioenen spoedig ingediend worde bij het Parlement, opdat de definitieve toestand der gepensionneerden voorgoed geregeld worde.

De wet van 17 Maart 1928 zal, luidens den tekst zelf, slechts van kracht blijven tot 30 September van dit jaar.

Zelfs indien het huidige ontwerp aangenomen wordt vóór het verlot, zelfs indien de betrokken diensten de nieuwe wet met ijver toepassen, zal het stoffelijk onmogelijk zijn al de pensioenen, vanaf 1 October aanstaande, uit te betalen met de nieuwe bedragen.

Het is wel verstaan dat de door de wet van 17 Maart 1928 toegekende voordeelen aan de rechthebbenden niet kunnen onttrokken worden en dat dezen ze voort blijven genieten als afkorting op de herziening.

Uwe Commissie is van gevoelen dat de woorden : « betreffende de geconsolideerde wedden », welke vermeld zijn in artikel 4, § 2, 7^e en 8^e alinea's van het ontwerp, dienen te worden ingetrokken, en met het oog daarop dient zij een amendement in.

Dit amendement wordt verklaard als volgt :

Bij Koninklijk besluit van 1 Mei 1928 worden de afhoudingen, vastgesteld door de kassen voor weduwen en weezen, vervangen door eene enkele afhouding van 6 t. h. Daaruit volgt dat bij sommige agenten meer en bij andere minder wordt afgehouden dan vroeger. De pensioenen der weduwen van deze agenten worden dus terecht beïnvloed door de verschillen tusschen de bestaande bijdragen.

Naar luid van den voorgestelden tekst wordt voor de bepaling van dit te veel of dit tekort enkel rekening gehouden met de afhoudingen sedert 1 Januari 1928 gedaan op de geconsolideerde wedden.

Het valt echter buiten twijfel dat hetzelfde regime moet worden toegepast op de afhoudingen vastgesteld vóór 1 Januari 1928, en die op dezen datum niet vereffend waren wegens den uitsteltermijn tot betaling door de statuten der Voorzorgskassen verleend.

Door het intrekken der woorden : « betreffende de geconsolideerde wedden » heeft voor gevolg dat al de afhoudingen welke de rechthebbenden hadden moeten storten te rekenen van 1 Januari 1928 — indien de statuten der Voorzorgskassen

niet waren gewijzigd geweest — zullen in acht genomen worden voor de berekening van de pensioenen der weduwen.

Eene andere wijziging moet nog gebracht worden in den tekst van het wetsontwerp, namelijk in paragraaf 2 van artikel 6.

In strijd met hetgeen de wet van 21 December 1927 schijnt te zeggen, omvatten de wedden van de gemeentesecretarissen geen veranderlijk gedeelte. Sommige gemeenten, steunend op paragraaf 3 van de wet, hebben van af 1928 de wedde van hun secretaris gestabiliseerd, hetzij door intrekking van het veranderlijk gedeelte na verhooging van het vaste gedeelte, hetzij door enkel een veranderlijk gedeelte te verleenen van af een index-eijfer boven 300.

Om voor de gemeentesecretarissen hetzelfde stelsel te doen gelden als voor de andere belanghebbenden bij deze wet, is het noodig, ten aanzien van de hooger vernoemde bijzonderheid, de wedden van 1928 uit te schakelen voor de uitkeering der pensioenen, en ze te vervangen door de wedden van December 1927.

Voor het jaar 1927 werden de gemeenten aangezocht de wedden, die geen veranderlijk gedeelte omvatten, te schiften. Het is deze schifting die in aanmerking zal genomen worden voor het vaststellen van de pensioenen.

Uwe Commissie is overtuigd dat het wetsontwerp geheele voldoening zal schenken aan de belanghebbenden; zij oordeelt dat het moet aangenomen worden zooals het is, zonder eenig ander amendement dan deze welke zij voorgesteld heeft. De gepensioneerden zullen aldus binnen zeer kort de voordeelen die het verschafft kunnen genieten.

De Verslaggever,

DAVID.

De Voorzitter,

MAX HALLET.

Amendements de la Commission.

ART. 4.

Au § 2, supprimer les mots :
« sur la base des traitements consolidés ».

ART. 6.

Rédiger le § 1^{er} comme il suit :

« § 1^{er}. — Pour la liquidation des pensions à charge de la Caisse de prévoyance des secrétaires communaux, le traitement de complément de 50 % établi par la loi du 21 décembre 1927 est assimilé à une partie mobile et l'article 1^{er} de la loi du 17 mars 1928 est maintenu en vigueur jusqu'à l'établissement d'un régime définitif des pensions ».

Amendementen van de Commissie.

ART. 4.

In § 2, de woorden : « op grondslag van de geconsolideerde wedden » **weglaten.**

ART. 6.

§ 1 doen luiden als volgt :

« § 1. — Voor de vereffening der pensioenen ten bate van de Voorzorgskas der gemeentesecretarissen, wordt de bij de wet van 21 December 1927 vastgestelde aanvullende wedde van 50 t. h. met een veranderlijk gedeelte gelijkgesteld en het eerste artikel der wet van 17 Maart 1928 blijft in voege tot er een vaste regeling der pensioenen is verwezenlijkt ».